

**ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES MEKNES**

*Appel d'offres n°10/RFM/2018
Du 21/03/2018 à 10h*

**Etude d'alimentation en eau potable des douars AIT
ALI, BENZOUINE, AIT TALEB 2, AIT HAMZA, AIT
YOUSSEF OU ALI de la CT IQADDAR et DOUAR AIT
HASSI OU ALI TIMALOUKA et coopérative SIDI EL ALI
de la CT AIT BOURZOUINE (province d'EL HAJEB)**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet **La Réalisation De L'étude De L'alimentation En Eau Potable Des Douars Ait Ali, Benzouine, Ait Taleb 2, Ait Hamza, Ait Youssef Ou Ali De La Ct Iqaddar Et Douar Ait Hassi Ou Ali Timalouka Et Coopérative Sidi El Ali De La Ct Ait Bourzouine A La Province D'el HAJEB.**

Le présent appel d'offres ouvert en séance publique, est lancé par la région Fès-Meknès, désignée ci-après par l'Administration, en application de l'article 18 du Décret n°2-12-349 du 8 Joumada 1- 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : La région de Fès-Meknès. Le suivi et la supervision seront assurées par l'**AREP** de la région Fès-Meknès.

ARTICLE 3: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Est en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du Décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n°2-12-349 précité, les pièces justificatives à fournir par les concurrents sont :

1) Dossier administratif comprenant :

Il doit comprendre, les pièces suivantes :

- i. La déclaration sur l'honneur
- ii. L'originale du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire.

En cas de groupement:

- i. Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement cette convention doit être accompagné d'une note indiquant notamment l'objet de la convention la nature du groupement le mandataire, la durée de la convention la répartition des prestations, le cas échéant comme prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité;

NB. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 40 dudit décret:

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon
- b. la forme juridique du concurrent:
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas:

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique
 - Un extrait des statuts de la société et/ ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsque il agit au nom d'une personne morale
 - L'acte par lequel la personne habilité délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'origine délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du Décret susvisé. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé
- d. L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 jourmada II 1392(27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- e. Le certificat d'immatriculation au Registre du Commerce
- f. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes **b**, **c** et **d** ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2) Dossier technique comprenant :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b) Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations avec indication de la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.
- c) Une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément justifiant **le domaine d'activité D3 et D13** pour les concurrents installés au Maroc.

N.B : Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir le dossier technique mentionné dans les paragraphes a et b ci-dessus.

3) Offre technique comprenant :

1) La liste des personnes à mettre sur le projet (**Obligatoirement un ingénieur en Hydraulique**), leurs qualifications, expériences et leurs C.V. détaillés selon modèle en annexe (**Joindre les curriculum vitae dûment signés et les copies certifiées conformes des diplômes de chacun des membres de l'équipe qui sera chargé de la réalisation des études**) ;

2) Références, se rapportant à des prestations similaires réalisées durant les cinq dernières années, au profit d'administration ou bien établissement publics (**Ces références doivent être justifiées par des copies certifiées conformes à l'originale des attestations de références signées par les bénéficiaires**).

Est considérée comme prestation similaire une étude d'alimentation en eau potable.

- 3) Note sur la méthodologie à suivre pour la réalisation des prestations en question.
- 4) Chronogramme d'intervention et organisation.
- 5) Moyens matériels et logiciels affectés au projet.

6) Pièces complémentaire comprenant :

- a- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;
- b- Le règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres,
- Le cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;
- Bordereau du Prix Global
- Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation ;
- Annexes

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du décret n° 2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et aux membres de la commission, suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 7 : RÉPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

ARTICLE 8: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès l'apparition de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrages à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée, et communiqué au membre de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 10 : CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Une offre technique.
- Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement établi comme il est dit au §1-a de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
 - Le bordereau des prix et le détail estimatif
 - Bordereau du Prix Global
 - Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix doivent être indiqués en chiffres et en toutes lettres.
- Pièces complémentaire

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché
- **L'adresse e-mail et le numéro de Registre de Commerce du concurrent ;**
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que «les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient trois enveloppes comprenant pour chacune :

- a- La première enveloppe : le dossier administratif, le dossier technique et les pièces complémentaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «dossiers administratif technique et pièces complémentaire » ;
- b- La deuxième enveloppe : L'offre technique. Cette enveloppe doit être cachetée et portée de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique »
- c- La troisième enveloppe : l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «offre financière » ;

ARTICLE 11 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- **Soit transmettre leurs dossiers par voie électronique via le portail marocain des marchés publics;**

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n°2-12-349 et rappelées à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 13 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES :

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres pour une période supplémentaire déterminée. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrages resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 14 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n°2-06-388, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de **quinze pour cent (15%)**.

ARTICLE 15: LANGUE DE L'OFFRE

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou français

ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 17 : CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

La commission apprécie les garanties et capacités juridiques, techniques et financières ainsi que les références professionnelles en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

ARTICLE 18 : CRITÈRES DE CHOIX ET DE CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres seront jugées conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38, 39 et 40 du décret n° 2-12-349 précité, et celles de l'article 11 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4-09-2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics l'et sur la base des critères d'évaluation de la note technique cités ci-dessous et de l'offre financière. Après vérification des pièces exigés dans les dossiers administratif et technique et de l'offre technique, l'évaluation des candidats se fera en trois étapes :

1^{ère} étape : Evaluation technique des candidats

A. Méthodologie et moyens (N₁ sur 20 points)

Exposé de la méthodologie proposée pour définir les programmes d'études, la fréquence des diverses interventions et leur répartition en homme/mois (ou jour) et les moyens pour les réaliser.

$$N_1 = N_{11} + N_{12}$$

A.1 -Description de la méthodologie : N₁₁ sur 14 points.

Les termes de référence précisent les prestations à la charge du soumissionnaire. Celui-ci devra cependant exposer en détail son approche méthodologique pour l'exécution de ces prestations et Il présentera éventuellement les améliorations qu'il juge nécessaires pour la bonne réalisation des études.

Le barème de notation est le suivant :

- Méthodologie non conforme : 0 point.
- Méthodologie insuffisante : 7 point.
- Méthodologie conforme : 14 points.

A.2 - Affectation des moyens pour l'étude, chronogramme d'intervention et organisation : N₁₂ sur 6 points

Le soumissionnaire doit fournir un état des moyens matériels qu'il affectera pour la réalisation de cette étude et un chronogramme précis de l'intervention de chaque membre de l'équipe dans l'étude en compatibilité avec la méthodologie et les qualités hommes/mois (ou jour) du détail estimatif.

Grille d'évaluation				
Section	Élément d'évaluation	Barème	N_i	Note maximale (en points)
A.2.1	Moyens matériels à affecter pour la réalisation de l'étude	-	N ₁₂₁	2
A.2.2	Logiciels de calcul à utiliser pour la réalisation de l'étude	-	N ₁₂₂	2
A.2.3	Chronogramme d'intervention et organisation	-	N ₁₂₃	2
		TOTAL PARTIEL	N₁₂	6

$$N_{12} = N_{121} + N_{122} + N_{123}$$

Le maximum de la note N₁₂₁ est attribué si au moins l'équipe proposée dispose des moyens matériels de travail adéquats.

B. Qualité de l'équipe (N₂ sur 80 points)

L'équipe proposée par le soumissionnaire pour mener la présente prestation sera reconduite au niveau du marché en cas d'attribution.

La constitution de l'équipe décrite ci-dessous est un minimum indispensable. L'évaluation de sa qualité est basée sur la qualification exigée et l'expérience individuelle des intervenants dans les secteurs couverts par l'étude envisagée et ce, à travers l'analyse des curriculum vitae (CV).

$$N_2 = N_{21} + N_{22}$$

B.1 - Chef de projet : N_{21} sur 50 points

Grille d'évaluation				
Section	Élément d'évaluation	Barème	N_i	Note maximale (en points)
B.1.1	Expérience professionnelle	-Si Expérience ≤ 5 ans : $N_{211} = 0$ point -Si Expérience > 5 ans et ≤ 10 : $N_{211} = 15$ point -Si Expérience > 10 ans : $N_{211} = 30$ point	N_{211}	30
B.1.2	Références comme chef de projet pour des études de distribution d'eau potable de projet de taille similaire	10 points par étude réalisée	N_{212}	20
TOTAL PARTIEL			N_{21}	50

Le chef de projet :

- ▶ Doit faire partie du personnel permanent du bureau d'études;
- ▶ doit être disponible en permanence durant toutes les phases de l'étude et prendre part, en tant que représentant du soumissionnaire, à toutes les réunions convoquées par l'ONEE – BRANCHE EAU;
- ▶ doit assurer la coordination et le pilotage des travaux de l'équipe.

En cas de groupement, le chef de projet **doit** appartenir à la société désignée comme mandataire.

B.2 – Autres membres de l'équipe : N_{22} sur 30 points

En cas de groupement, le personnel proposé par les différents membres du groupement doit être sous forme d'une équipe unique au nom du groupement.

Grille d'évaluation				
Section	Élément d'évaluation	Barème	N_i	Note maximale (en points)
B.2	Ingénieur Hydraulicien			
B.2.1	Expérience professionnelle comme Ingénieur Hydraulicien	▶ Si Expérience < 3 ans : $N_{221} = 0$ point ▶ Si Expérience ≥ 3 ans et ans < 6 : $N_{221} = 10$ point ▶ Si Expérience ≥ 6 ans $N_{221} = 20$	N_{221}	20
B.2.2	Références pour des études d'AEP de taille similaires	5 points par étude réalisée	N_{222}	10
TOTAL PARTIEL			N_{22}	30

N.B :

- Les références de l'équipe proposée ne sont prises en compte que pour les prestations achevées.
- Un ingénieur hydraulicien doit avoir un diplôme d'Ingénieur en Hydraulique ou Génie Rural

I. Motifs d'élimination des offres retenues pour la notation technique :

L'offre est éliminée si l'une des conditions suivantes est vérifiée :

- La note technique ($N_{\text{technique}}$) est strictement inférieure à 50/100;
- La note sur la méthodologie (N_1) est nulle;
- Le Chef de projet n'a pas une expérience de cinq (05) années au minimum dans les études d'alimentation en eau potable
- Le chef de projet n'a pas réalisé au moins une (01) référence technique similaire;
- Le chef de projet n'est pas un employé permanent de la société,
- Le chef de projet n'appartient pas à la société désignée comme chef de file,
- Aucune personne n'est proposée pour une spécialité demandée pour les membres de l'équipe.

2^{ème} étape : Évaluation des offres financières

L'offre la moins disante sera affectée d'une note de 100 points. Les autres offres seront affectées chacune d'une note obtenue par l'application de la formule suivante :

$$N_{\text{financière}} = 100 \times \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre considérée}}$$

3^{ème} étape : Évaluation globale et définitive des offres :

Il sera appliqué aux propositions retenues une pondération de 60% pour la note technique et 40 % pour la note financière, pour aboutir à une note finale selon la formule suivante :

$$N_{\text{finale}} = 0,60 \times N_{\text{technique}} + 0,40 \times N_{\text{financière}}$$

Classement des offres:

L'ordre de classement final des offres se fera par ordre croissant (du 1er au dernier) en commençant par la note la plus élevée et en finissant par celle la moins élevée.

L'offre la plus avantageuse à retenir par l'administration est celle ayant obtenu la note N finale la plus élevée.

**Le soumissionnaire
« lu et accepté »**

le maître d'ouvrage


Directeur de l'Agence Régionale
d'Exécution des Projets
Région Fes - Meknès
Youssef ZIANI
Khalid RAHEL
Chef d'Agence Mixte
Meknès - El Hajeb - Ifrane


Pour le Président et P.O
Directeur Général des
Services
Abderrazzak MOUMNI
05 FEV 2018